

Xpresspost LP 036 109 662 CA

QUÉBEC, ce 25 février 2009

Monsieur Robert Mitchell
1709, 50 St SE
Calgary AB T2A 1S7

Sujet: Me Yves Savard
Mon dossier: 2008-00155991 GAG

Monsieur,

Je suis maintenant en mesure de vous faire part de ma décision après avoir complété l'enquête que vous m'aviez demandé d'entreprendre sur la conduite de Me Yves Savard.

Vous vous dites particulièrement insatisfait des services de Me Savard et remettez en question ses conseils. Vous soutenez également que Me Savard aurait convenu de modifier la date d'un incident crucial et qu'il aurait participé à un complot avec Me Steve Magnan et ce, afin de vous faire condamner.

Comme vous avez pu le constater, je suis intervenu à quelques reprises auprès de Me Savard afin d'obtenir sa propre version des faits et ses explications vous ont par la suite été transmises afin que vous puissiez en prendre plus amplement connaissance.

Non seulement Me Savard nie-t-il l'ensemble des reproches que vous lui adressez mais prétend au contraire vous avoir toujours consulté au préalable et conseillé adéquatement.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais vous souligner que chaque avocat agit selon son style, sa personnalité et en fonction des circonstances du moment.

Cependant, en autant que les règles prévues au Code de déontologie sont respectées, comme je le pense en l'espèce, l'insatisfaction d'un client ne peut être considérée comme un motif valable de plainte disciplinaire et ce, même si certaines façons de faire d'un avocat ne sont pas toujours idéales ou ne comblent pas toutes les attentes de son client.

De plus, vous devez savoir qu'il ne m'appartient pas de remettre en question les stratégies adoptées par Me Savard ou les conseils qu'il a pu vous donner en cours de mandat au sujet, à titre d'exemples, de l'utilisation ou non de l'évaluation de la maison ou dans le fait de ne pas demander d'enquête préliminaire.

En réalité, les avocats sont maîtres de la preuve et il leur appartient, en fonction de leur expérience, de leurs connaissances et de leur habilité, de prendre les décisions appropriées pour faire valoir les prétentions de leurs clients et la défense de leurs droits. Le syndic ne peut intervenir en cette matière à moins d'être en présence d'une faute lourde, ce que l'examen de votre dossier n'a pas permis de mettre en évidence.

Enfin et avant de terminer, je dois vous dire que je n'ai retracé aucun élément de preuve au delà de l'opinion propre que vous avez de la situation qui permettrait d'établir une quelconque forme de participation à un complot de la part de Me Savard.

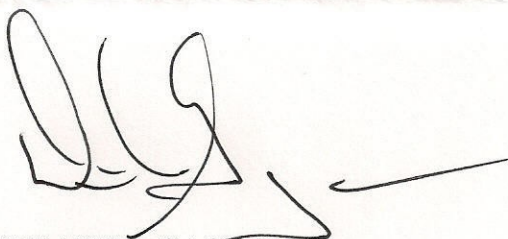
En somme, comme il n'y a rien au plan de l'éthique ou de la déontologie que je puisse reprocher à Me Savard dans les circonstances, il n'est pas de mon intention de soumettre sa conduite à l'examen de notre Conseil de discipline.

Conformément à l'article 123 du Code des professions, je vous informe que vous avez maintenant la possibilité de demander l'avis du Comité de révision relativement à la présente décision en faisant parvenir, par écrit, une demande à cet effet au Comité de révision, à l'attention de :

Greffes de révision
BARREAU DU QUEBEC
MAISON DU BARREAU
445 Boul. St-Laurent
Montréal QC H2Y 3T8
Téléphone: 1-800-361-8495, poste 3115

Veillez noter que votre demande doit **obligatoirement** être transmise au Comité de révision **dans un délai de 30 jours** de la réception de la présente décision. **Ce délai, fixé par la loi, est de rigueur.**

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DG' followed by a stylized flourish and a horizontal line extending to the right.

DG/lcf

ME DANIEL GAGNON
Syndic adjoint